

Exemplaire à conserver

le vilain p'tit canard

n°8 **Vendu 1f**
soutien: 2f



edito

Ce jeudi 11 avril, à partir de 9h se déroulera à Evry une journée de débat et de réflexion en préparation aux états généraux de l'université. A l'heure où nous bouillons nous ne disposons pas de plus amples informations concernant le mode d'emploi de cet événement... Et pour cause, préparée dans le secret des Dieux (quelques membres du conseil de la fac choisis sans doute pour leur discrétion légendaire, représentant étudiants compris), cette initiative n'aura été connue du commun des mortels que trop tardivement. L'UNEF pour sa part n'a pas été autorisée à participer aux travaux de ce mystérieux « comité de pilotage » qui semble avoir fait sien, si l'on juge par le souci de transparence qui l'anime, le désir profond de Bayrou : faire de ces ci-devants états généraux une vaste mascarade.

Bien mal qui se rendrait à cette initiative croyant pouvoir s'y faire entendre du ministre et du gouvernement. Pour nous la chose est claire: du point de vue de ce dernier il ne peut s'agir que de désamorcer en douceur une situation que le dernier hiver a montré plus qu'explosive. Quitte à passer pour de vilains petits canards nous avons tendance à penser que le pouvoir n'envoie jamais sérieusement de « négociateur » (pour reprendre un slogan cher à l'amical des mangeurs de pommes et autres groupies de vieux trognons) avant d'avoir quelques dizaines de milliers de personnes dans les rues (et plus si affinités).

Pourquoi donc alors perdre son temps? Pourquoi ne pas profiter de ces premiers beaux jours du printemps pour aller taquiner le goujon (ou ce que vous voulez après tout)? Pourquoi ne pas se précipiter sur le dernier Scorcese (sublime)? Tout plutôt que de venir à la fac sans y être expressément convié par les bonnes manières ou la crainte de la pénalité pour absence intempestive nous diriez-vous. Et vous auriez parfaitement raison si ce n'est que rien, mais alors absolument rien et surtout pas les bonnes manières ni la crainte de quoi que ce soit ne nous empêche de nous saisir de cette occasion qui nous est donnée de faire le point, tous ensemble; profs, personnels et étudiants sur l'université que nous voulons.

C'est pourquoi à l'UNEF, après avoir quelque peu hésité (Scorcese, la pêche, l'amour, tout ça...) nous avons décidé de participer, et d'abord, en rendant public un texte de contribution dont nous vous proposons ci-après de larges extraits (et dont le texte intégral est disponible au local, salle 27 bât IDF). Ce texte n'est évidemment pas destiné à Bayrou, nous choisissons avec un peu plus de discernement et d'exigence nos interlocuteurs, mais à tous ceux salariés de la fac ou étudiants qui veulent piquer son joujou au ministre et faire de ces états généraux un moment de débats ouvert et exigeant sur nos conditions d'étude et de travail, bref sur notre avenir.

PS: Nous informons les étudiants de socio (et d'AES ?) qu'une AG de la filière devrait se tenir dans le cadre de la journée de jeudi, à partir de 9h en amphî A103.

états généraux:



à nous la parole!

CONTRIBUTION DE L'UNEF EVRY POUR LES ETATS GENERAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'UNIVERSITE QUE NOUS VOULONS

Les étudiants ne constituent ni la "matière première" ni la "clientèle" de l'université. Pleinement acteurs de celle-ci, ils se doivent de prendre toute leur place dans ce débat. Il s'agit pour nous de dégager et d'articuler 1° la défense des acquis aujourd'hui attaqués de toutes parts aussi bien dans les faits (désengagement de l'Etat) qu'en intention (divers rapports circulant au ministère), 2° des perspectives d'amélioration du fonctionnement universitaire. Cette double exigence implique pour nous de rompre d'emblée avec la politique actuelle de sabotage du service public d'enseignement supérieur. Parce qu'il nous faut constater que ce sabotage qui met en péril nos études, leur qualité en même temps que notre qualité de vie passe par des attaques non moins importantes à l'encontre du statut et des conditions de travail des enseignants et personnels de l'université. Nous nous devons de prendre position sur des questions que certains jugent hors de nos "compétences", qu'importe.

Si la communauté universitaire est loin d'être homogène, ce qui peut impliquer des divergences d'intérêts entre catégories de personnel ou entre ces mêmes catégories et les étudiants, il n'en demeure pas moins qu'elle est de fait largement solidaire, c'est-à-dire embarquée dans une même galère. Aussi nous considérons qu'en retour elle se doit, nous nous devons, de travailler à la construction d'une solidarité active afin que tous ensemble nous définissions l'université que nous voulons.

1 TRANSMETTRE LE SAVOIR

Avant même de parler de réforme des premiers cycles, nous réaffirmons que l'échec c'est d'abord le manque de moyens. Nous n'osons jusqu'à affirmer que la politique de pénurie n'est autre qu'une politique de sélection sociale à peine déguisée. Nous ne reviendrons que très rapidement sur un constat que chacun connaît pour le vivre quotidiennement:

- manque d'enseignants et d'abord d'enseignants-chercheurs,
- manque de personnels techniques et administratifs,
- manque de locaux,
- manque de bibliothèques,
- manque de chambres en cité-II,
- bourses de misère,
- etc.

Même si cela peut paraître "un peu court", peu imaginaire et a-pédagogique, nous disons qu'un ministre, qu'un gouvernement, qui parle de réforme pédagogique dans la champ de ruines qu'est devenu l'université, ne mérite même pas notre attention. Nous posons comme préalable à tout débat de ce type la mise en oeuvre d'une loi cadre de programmation budgétaire prenant notamment pour base les revendications des personnels en matière d'embauche et de conditions de travail, parce que nous en pâtissons aussi. Les

acrobates que la majorité d'entre eux s'évertue à accomplir tous les jours pour assurer leur service ne peuvent pas nous satisfaire bien que toute notre reconnaissance aille à leurs efforts.

Nous disons qu'emmener 80% d'une classe d'âge au bar pour ensuite l'entasser à 60 par TD est une fumisterie. Et nous disons aussi que la situation relativement acceptable en matière de locaux aujourd'hui à Evry ne durera pas, que déjà les conditions d'études régnant partout pointent ici aussi. Ainsi la lutte contre l'échec à l'université passe d'abord et avant tout par une limitation du nombre d'étudiants par TD, TD et amphis, ce qui évidemment ne doit pas se traduire par le renforcement de la sélection mais par l'adaptation des moyens humains et matériels à l'ambition d'une université démocratique.

2 L'ORIENTATION

S'agissant de l'approche de la question de l'orientation la position du ministère est inacceptable. D'abord parce que à pas leuérés c'est la remise en cause de l'inscription des bacheliers dans la filière de leur choix qui est à l'oeuvre et cela ne peut être toléré. Il faut rappeler que des "fautes d'orientation" selon les termes du ministère interviennent bien avant l'inscription à la fac. Combien d'étudiants se sont vu proposer une voie de garage à l'issue de leur 3ème ou de leur 3ème. Combien d'élèves de L.P. auraient pu prétendre à des études plus longues avec un meilleur encadrement et des moyens pour poursuivre leurs études?

Nous voulons réaffirmer avec force que personne d'autre que les intéressés eux-mêmes ne peut prétendre à être qualifié pour décider de leur orientation. Une fois encore il s'agit de donner les moyens à chacun de faire ses choix plutôt que de chercher cyniquement à aménager, un tat de fait inacceptable. Nous ne saurions nous satisfaire de

Les pré-supposés exprimés par le ministère en terme de "talents" (pourquoi pas carrément de "dons" ?) ne peuvent être retenus comme base de discussion. Le développement des filières technologiques à l'université est souhaitable car il permet de rompre avec le schéma d'un enseignement technique supérieur élitiste d'un autre âge (grandes écoles) et permet à tous les bacheliers technologiques d'accéder à une formation supérieure. Trop souvent l'enseignement technologique universitaire sert de tête de pont à des exigences patronales à courte vue dans l'université. Nous ne voulons pas d'une université enfermée dans sa tour d'ivoire, mais "l'ouverture sur le monde de l'entreprise" doit respecter certaines conditions: pluralité des entreprises partenaires, stages qualifiants et rémunérés, représentation des organisations de salariés au même titre que les directions d'entreprise dans les conseils,...

5 L'INSERTION PROFESSIONNELLE

La vocation de l'université dépasse certainement celle d'une formation étroite de professionnels immédiatement utilisables sur le marché du travail. Mais quel marché du travail? Le postulat généralement admis est le suivant: "l'université n'est pas adaptée au marché du travail". Et si c'était le marché du travail qui n'était plus adapté à un besoin d'une université ouverte à tous? Etudiant, enseignants, personnels, nous n'en sommes pas moins citoyens et, si se pose la question d'une université ouverte au monde, cette relation ne saurait s'établir en sens unique. C'est pourquoi nous disons qu'en matière d'insertion professionnelle et de solution au problème du chômage des jeunes diplômés, il faut d'abord de manière urgente organiser rigoureusement des formules de stage satisfaisantes, c'est à dire la mise en place de nouveaux moyens qui n'existent pas en l'état. Mais il faut dire que ce n'est

ça aurait pu... arriver près de chez vous

Certains chiens, lorsqu'ils sont heureux, sautent et urinent partout en faisant frémir leur petite queue. Mercredi soir, notre élat était très proche de celui de ces représentants de la race canine, et pour cause: nous organisations enfin la première projection du vidéo-club.

Après des mois passés à élaborer le projet et à défendre l'idée d'un cycle sur la déviance, après avoir négocié à maintes reprises des horaires et une salle, qui pour ceux qui en douteraient encore, nous furent bien attribués, après avoir commandé et reçu l'objet belge de nos desirs (C'est arrivé près de chez vous, le film) et après avoir mené une promotion qui n'a pas pu vous échapper, nous arrivions enfin au grand soir.

18h15: le dernier cours s'achève et c'est la ruée. Dans un élan frénétique nous courrons, que dis-je, nous volons vers l'amphi audio-visuel, tenaillés par l'espoir, le doute: est

s'il n'y avait personne?... Nous entrons dans le hall du bâtiment premier cycle, et la surprise est totale: plus d'une centaine de personnes ont répondu à l'appel de notre machiavelique serial-killer belge: dans le genre frétilant nous n'avons dès lors plus rien à envier au meilleur ami de l'homme. Mais la joie est brève. En un instant le personnel de la sécurité nous romène sur terre: sans autorisation écrite de leur hiérarchie ils ne peuvent nous laisser accéder à l'amphi. Et quand bien même ils le voudraient, c'est leur emploi qui serait mis en jeu ce qui bien sûr est hors de question.

Bingo! tout tombe à l'eau, cela pour un document interne dont nous apprenons seulement l'existence après des mois de tractations. Qu'à cela ne tienne, nous allons prévenir la hiérarchie concernée qui assurément confirmera cette autorisation sans problème, si vous jure M'sieur! Oui, mais non. L'université fer-

mant à 18h15, les bureaux sont vides et quant à l'idée de joindre ces personnes chez elles... Alors dans ces conditions: «mesdames et messieurs, par ici la sortie! Et le premier qui crie «remboursez!» on lui fait bouffer nos tracts qui disaient «gratuit».

Pour le pourquoi du comment je dirais: *Nostra culpa, nostra maxima culpa!* Nous avons oublié un court instant que notre université, comme toute administration qui se respecte, vit sous le règne du papier et du formulaire. Qu'importe que nous ayons obtenu les créneaux, la salle ou même les accords verbaux nécessaires: sans papiers rien n'est possible.

Sur ce rendez-vous le 16 avril pour C'est arrivé près de chez vous, le retour de la revanche (formulaire en main).

Eric & Nico

c o l l o q u e

«50 ans après la charte de Grenoble le syndicalisme étudiant, histoire et actualité».

13 et 14 avril à la Sorbonne: Amphi de gestion. 1 rue Victor Cousin. M° Cluny-la Sorbonne ou RER Luxembourg. Organisé par RESSY (Recherche, Société et Syndicalisme) et par l'UNEF et l'UNEF-id

13 avril

9h30: Pourquoi Grenoble? Grenoble mythes et réalités (état du syndicalisme étudiant) avant guerre.

- **Bouchelet Paul** président de l'AGE de Lyon en 1946 et rédacteur de la Charte de Grenoble: «Le sens de la charte de Grenoble»
- **Montchablon Alain** historien: «Rupture et continuité de l'UNEF».
- **Varin Jacques** historien: «De la résistance au syndicalisme étudiant».

14h00: L'UNEF et la guerre d'Algérie.

- **Sabat Jean Yves**, chercheur en science politique: «L'UNEF et la guerre d'Algérie».
- **Wallon Dominique**, président de l'UNEF en 1961: «61-62: le tournant».
- **Marzer Pierre Louis**, ancien vice-président de l'union des grandes écoles: «Les étudiants, l'armée, et le service militaire».
- **Chapuis Robert**, ancien ministre vice-président outre mer de l'UNEF en 1955-1956: «Les étudiants chrétiens et le changement de majorité dans l'UNEF».

MAIS... TU PEUX PAS FAIRE D'ÉTUDES SANS LE BAC...

VOUS ET SANS LE BAC, TU CROIS QUE JE PEUX ÉCRASER MA MAIN SUR TA GUEULE?



9h30: Evolution du milieu, évolution des revendications, des années 60 aux années 90.

- **Molinari Jean Paul**, sociologue: «Les étudiants des années 80»
- **Fischer Didier**, historien, membre du GERME (Groupe d'Étude et de Recherche sur les Mouvements Étudiants): «Années 60: les revendications étudiantes».
- **Froierman Laurent**, membre du bureau national de l'UNEF: «Quelles revendications pédagogiques, quels moyens?».
- **Berthel Laurent**, membre du bureau national de l'UNEF-id: «Bourses et allocations d'études».

14h00: Où en est le syndicalisme étudiant?

- **Marzler Roby**, chercheur en science politique, université de Versailles St Quentin: «La division syndicale et la représentation étudiante».
- **Table ronde**: regard du mouvement ouvrier sur le syndicalisme étudiant.
- **Grosset Jean**, secrétaire de l'UD FO de Paris.
- **Rozet Pierre Jean**, membre du bureau confédéral de la CGT, secrétaire du Centre Confédéral de la jeunesse.
- **Gaano Jean Claude**, secrétaire de l'UGIC-CGT.
- **Boulier Jean Claude**, secrétaire général du SGEN CFTD.
- **Monteux Daniel**, membre du BN du SNESUP (FSU).

16h30: Table ronde: syndicalisme étudiant quelles perspectives?
 Amishahi Pourig, président de l'UNEF-id.
 Vieu Marie Pierre, présidente de l'UNEF.
 Kerqoot Jacques, président de RESSY



propositions, qui, faisant de nécessité vertues, accomplissent leurs intentions derrière un pseudo souci d'épanouissement des jeunes, alors même que tous leurs efforts consistent à reconduire la ségrégation sociale face à l'enseignement supérieur.

Un pays n'a jamais trop de diplômés. En revanche il est tout à fait possible qu'il ne cherche pas à s'adapter à cette nécessité. Nous touchons là un point important: il n'est pas possible de passer la question de l'université sans questionner l'ensemble du système scolaire et même la société tout entière.

3 LE STATUT DE L'ÉTUDIANT

L'étudiant doit être considéré comme un jeune travailleur en formation. À ce titre le travail qu'il fournit doit être considéré comme un travail productif différencié. Ce travail est une richesse qui doit à ce titre être rémunéré. C'est pourquoi nous nous prononçons sans états d'âme en faveur d'une allocation d'études pour toutes et tous.

Il s'agit pour les étudiants de gagner leur indépendance financière en dépassant un système d'aide sociale de misère qui pousse une part croissante d'étudiants à exercer une activité salariée pour financer leurs études et en alléger le poids pour leurs parents, déjà fortement frappés par la baisse du pouvoir d'achat, le chômage,.... Pour être atteint cet objectif ne saurait justifier le démantèlement anticipé de l'actuel système d'aide sociale, qui doit d'ici-là être renforcé et étendu jusqu'à sa transformation en allocation d'études.

4 LA VOIE TECHNOLOGIQUE

6 LA RECHERCHE

Il est unanime que recherche et enseignement supérieur sont indissociables. C'est pourquoi il nous paraît inacceptable que le budget de la recherche (notamment du CNRS) soit continuellement revu à la baisse. La qualité de la formation dispensée doit passer par une présence de la recherche au sein de l'université, en particulier la création de postes d'enseignants chercheurs, l'embauche de thésards, la création de locaux consacrés à la recherche,.... Nous ne voulons pas d'une université qui soit un "grand lycée".

7 L'OUVERTURE INTERNATIONALE

Il est parfaitement cynique que le ministère de l'éducation nationale se vante de son ouverture internationale alors que, comme nous le montre tous les jours l'actualité, le ministère de l'intérieur n'a de cesse d'empêcher le séjour des étrangers en France en particulier les étudiants, dont les conditions matérielles se précarisent. Nous nous positionnons pour l'abrogation des lois Pasqua et autre lois racistes et pour une simplification des modalités d'inscription en fac pour les étrangers.

unef si vous voulez participer à nos activités ou publier un article n'hésitez pas à nous contacter: AG-UNEF EVRY, université d'Evry-Val d'Essonne, Boulevard des coquibus (bât 11e de france : SALLE 27), 91000 Evry. tel: 69.47.71.59